

ARRETES DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Publication n°577 du 8 août 2024

- Décision n° 4816 du 29/07/2024 DGS Décision Action en justice Affaire RG 24/01953
- Arrêté n° 4817 du 06/08/2024 DGS Arrêté de déport permanent du Président du Conseil départemental
- Arrêté n° 4818 du 08/08/2024 DRM Arrêté temporaire portant règlementation provisoire de la circulation sur la RD 817 sur le territoire de la commune d'Ibos
- Arrêté n° 4819 du 08/08/2024 DRM Arrêté temporaire portant règlementation provisoire de la circulation sur la RD 632 sur le territoire de la commune d'Ariès-Espenan
- Arrêté n° 4820 du 08/08/2024 DRM Arrêté temporaire portant règlementation provisoire de la circulation sur la RD 88 sur le territoire de la commune de Bagnères-de-Bigorre
- Arrêté n° 4821 du 08/08/2024 DRM Arrêté temporaire portant règlementation provisoire de la circulation sur la RD 126 sur le territoire de la commune d'Arbéost

D.G.S. (Direction Générale des Services)
DIRASS (Direction des Assemblées)
D.R.M. (Direction des Routes et des Mobilités)
D.C.B.N. (Direction des Collèges, des Bâtiments et du Numérique)
D.R.H. (Direction des Rosucces Humaines)
D.A.F (Direction de l'Administration et des Finances)
D.S.D. (Direction de la Solidarité Départementale)
D.D.L. (Direction du Développement Local)

Publication mise à disposition du public et consultable sur place à l'Hôtel du Département : Direction des Assemblées - 7 rue Gaston Manent - 1^{er} étage - Porte N°109 - 65000 Tarbes Communicable sur simple demande à M. le Président du conseil départemental - Direction des Assemblées, à l'adresse rappelée ci-dessous ou par téléphone au 05.62.56.78.52



4816

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur 065-226500015-20240729-PCDSENTAGNE-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/08/2024 Publication : 08/08/2024

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Action en justice

Le Président du Conseil départemental;

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.3221-3 et 10-1;

Vu la délibération du Conseil départemental du 6 octobre 2023 déléguant au Président le pouvoir d'agir en justice ;

Vu l'avis de déclaration d'appel du 8 juillet 2024 émis par l'autorité judiciaire ;

Considérant qu'il y a lieu, pour le Département, de défendre dans l'affaire SENTAGNE n° RG 24/01953.

DECIDE:

ARTICLE 1er: Le Département est autorisé à agir dans l'affaire SENTAGNE n° RG 24/01953.

ARTICLE 2 : Le Département des Hautes-Pyrénées désigne la SELARL d'Avocats BALESPOUEY LEMUET TOUJAS-LEBOURGEOIS — BLTL Avocats, pour l'assister et le représenter dans le cadre de cette procédure et le représenter à l'audience devant la Cour d'Appel de Pau.

ARTICLE 3: La présente décision peut faire l'objet d'un recours sur https://citoyens.telerecours.fr/ ou auprès du tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet du Département.

Signé électroniquement par Saurel Pascal

Date: 29/07/2024 08:07:26

Pour le Président et par délégation, Le Directeur Général des Services

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9 pascal SAUREL Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr



4817

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

065-226500015-20240806-Dep-HPTE-2024-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/08/2024 Publication : 08/08/2024

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Objet : Arrêté de déport permanent du Président du Conseil départemental

Le Président du Conseil Départemental,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique ;

Vu la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;

Vu le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi du 11 octobre 2013 susvisée.

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}. En application des textes susvisés, et pour la durée de son mandat, Monsieur Michel PÉLIEU, Président du Conseil départemental, ne connaît pas des actes relatifs à l'association Hautes-Pyrénées Tourisme Environnement (HPTE).

ARTICLE 2. Pour les actes visés à l'article 1er, Madame Joëlle ABADIE, conseillère départementale, supplée Monsieur Michel PÉLIEU, Président du Conseil départemental dans l'exercice de ses compétences.

Le Président ne peut, dans ce cadre, adresser aucune instruction à Madame Joëlle ABADIE.

ARTICLE 3. Le présent arrêté fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité;
- Publication sur le site du Département ;
- Notification auprès de l'intéressée.

T. I OF CO FF TO CE . F.

ARTICLE 4. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification et/ou publication.

Tarbes, le

Le Président du Conseil départemental

N 6 AOUT 2024

Michel PÉLIEU

AF FA FF 94 FF



DIRECTION DES ROUTES ET DES MOBILITÉS

4818

OBJET : Arrêté temporaire n°24/2024.82 Portant règlementation provisoire de la circulation sur la route départementale n°817 sur le territoire de la commune de IBOS.

Le Président du Conseil Départemental des Hautes Pyrénées,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,
- VU le règlement de voirie départemental des Hautes-Pyrénées adopté le 7 décembre 2018
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 valant avis permanent aux demandes d'arrêtés temporaires règlementant la circulation sur le réseau routier classée à grande circulation,
- VU la demande de l'entreprise ENSIO en date du 6 août 2024,

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux de raccordement de la fibre optique sur la route départementale n° 817, effectués par l'entreprise ENSIO, il y a lieu de règlementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

Article 1. En raison du déroulement des travaux de raccordement de la fibre optique la circulation des véhicules sera règlementée sur la route départementale n°817, au Point de Repère (PR) 58+018 sur le territoire de la commune d'IBOS.

ARTICLE 2. Cette mesure prendra effet du lundi 2 septembre 2024 à 08h00 et restera en vigueur jusqu'au vendredi 13 septembre 2024 à 18h.

Les contraintes seront levées en dehors des heures de travaux ainsi que les week-end et jours fériés

Une interdiction de stationner, et de dépasser, ainsi qu'une limitation de vitesse (30 Km/h) seront mises en place au droit du chantier.

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Vu le Plan de Gestion du Trafic « A64 » entre l'échangeur n°11 de Soumoulou et l'échangeur n° 17 de Montréjeau, approuvé par arrêté préfectoral du 7 janvier 2019, l'entreprise devra lever toutes les restrictions de circulation en cas de délestage de l'autoroute A64, elle sera pour cela joignable durant toute la durée des travaux précisée à l'article 2.

ARTICLE 3. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité du chantier, seront assurées par l'entreprise ENSIO.

L'Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour en assurera le contrôle.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

ARTICLE 4. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 5. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 7. Le présent arrêté sera affiché dans la commune d'IBOS et publié sur le site internet du Département.

Tarbes, le -

- 8 AOUT 2024

Pour le Président et par délégation Le Directeur Entretien et Exploitation des Routes

Bérnard DUCLOS

Pour attribution:

- M. le Maire de IBOS,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le directeur de l'entreprise ENSIO,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour.

Pour information:

- Madame Andrée SOUQUET, conseillère départementale du canton de Bordères sur Echez,
- Monsieur Jean BURON, conseiller départemental du canton de Bordères sur Echez,
- Région Occitanie Service Transports.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9 Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – <u>www.hautespyrenees.fr</u>



DIRECTION DES ROUTES ET DES MOBILITÉS 4819

OBJET: Arrêté temporaire n°14/2024.217

Portant règlementation provisoire de la circulation sur la route départementale n° 632 sur le territoire de la commune de ARIES-ESPENAN.

Le Président du Conseil Départemental,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 iuin 1977,
- VU le règlement de voirie départemental des Hautes-Pyrénées adopté le 7 décembre 2018,
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 valant avis permanent aux demandes d'arrêtés temporaires règlementant la circulation sur le réseau routier classée à grande circulation,
- VU la demande de l'entreprise IRAEUS en date du 07/08/2024.

Considérant qu'en raison du déroulement de travaux d'inspection détaillée d'un pont sur la route départementale n° 632, effectués par l'entreprise IRAEUS, il y a lieu de règlementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. Pour permettre le déroulement de travaux d'inspection détaillée d'un pont, la circulation des véhicules sera alternée sur la route départementale n° 632 du Point de Repère (PR) 8+200 au PR 8+300 sur le territoire de la commune de ARIES-ESPENAN.

ARTICLE 2. Ces mesures prennent effet le vendredi 13 septembre 2024 de 08h30 à 12h00.

Les contraintes seront levées en dehors des heures de travaux ainsi que les week-end et jours fériés.

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays des Coteaux.

ARTICLE 3. L'alternat sera effectué au moyen de feux tricolores homologués. Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétroréfléchissante haute intensité. Une interdiction de dépasser, de stationner, ainsi qu'une limitation de vitesse (50 km/h) seront mises en place au droit du chantier.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9 Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – <u>www.hautespyrenees.fr</u> Vu le Plan de Gestion du Trafic « A64 » entre l'échangeur n°11 de Soumoulou et l'échangeur n° 17 d Montréjeau, approuvé par arrêté préfectoral du 7 janvier 2019, l'entreprise devra lever toutes le restrictions de circulation en cas de délestage de l'autoroute A64, elle sera pour cela joignable duran toute la durée des travaux précisée à l'article 2.

ARTICLE 4. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité du chantier, seront assurées par l'entreprise IRAEUS.

L'Agence départementale des Routes du Pays des Coteaux en assurerà le contrôle.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 2.

ARTICLE 5. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 6. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 8. Le présent arrêté sera affiché dans la commune de ARIES-ESPENAN et publié sur le site internet du Département.

Tarbes, le

- 8 AOUT 2024

Pour le Président et par délégation Le Directeur Entretien et Exploitation des Routes

Bernard DUCLOS

Pour attribution:

- M. le Maire de ARIES-ESPENAN,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le Directeur de l'entreprise IRAEUS,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du pays des Coteaux.

Pour information:

- Madame Monique LAMON, conseillère départementale du canton des Coteaux,
- Monsieur Bernard VERDIER, conseiller départemental du canton des Coteaux,
- Région Occitanie Service Transports.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES



DIRECTION DES ROUTES ET DES MOBILITÉS 4820

OBJET : Arrêté temporaire n°11/2024.169
Portant règlementation provisoire de la circulation sur la route départementale n°88 sur le territoire de la commune de BAGNERES DE BIGORRE.

Le Président du Conseil Départemental,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 juin 1977,
- VU le règlement de voirie départemental des Hautes-Pyrénées adopté le 7 décembre 2018
- VIJ la demande de l'entreprise COINTRE en date du 06/08/2024,

Considérant qu'en raison du déroulement de travaux de construction d'un mur de soutènement sur la route départementale n°88, effectués par l'entreprise COINTRE, il y a lieu de règlementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. En raison du déroulement de travaux de construction d'un mur de soutènement, la circulation sera interdite à tous les véhicules, sur la route départementale n°88, du Point de Repère (PR) 9+840 au PR 9+857, sur le territoire de la commune de BAGNERES DE BIGORRE.

ARTICLE 2. Ces mesures prennent effet à compter du lundi 26 aout 2024 à 08h00, et resteront en vigueur jusqu'au vendredi 27 septembre 2024 à 18h00.

Les contraintes seront levées en dehors des heures de travaux ainsi que les week-end et jours fériés.

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour.

ARTICLE 3. Durant cette période, les véhicules seront déviés dans les deux sens par les routes départementales n°18, 26, 935, sur le territoire des communes de NEUILH - TRÉBONS – POUZAC et BAGNERES DE BIGORRE.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

ARTICLE 4. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité des sections déviées, seront assurés par l'entreprise COINTRE.

L'Agence départementale des Routes du Pays de Tarbes Haut Adour en assurera le contrôle.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 2.

ARTICLE 5. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 6. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 8. Le présent arrêté sera affiché dans la commune de BAGNERES DE BIGORRE et publié sur le site internet du Département.

Tarbes, le

- 8 AOUT 2024

Pour le Président et par délégation Le Directeur Entretien et Exploitation des Routes

Bernard DUCLOS

Pour attribution:

- M. le Maire de BAGNERES DE BIGORRE,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le directeur de l'entreprise COINTRE,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du pays de Tarbes Haut Adour.

Pour information:

- Madame Nicole DARRIEUTORT, conseillère départementale du canton de la Haute Bigorre,
- Monsieur Pierre BRAU-NOGUE, conseiller départemental du canton de la Haute Bigorre,
- M. le Maire de NEUILH, TREBONS, BAGNERES DE BIGORRE,
- Mme le Maire de POUZAC,
- Service Départemental d'incendie et de Secours (SDIS),
- Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU),
- Région Occitanie Service Transports.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9 Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr



DIRECTION DES ROUTES ET DES MOBILITÉS 4821

OBJET : Arrêté temporaire n°15/2024.57 Portant règlementation provisoire de la circulation sur la route départementale n° 126 sur le territoire de la commune de ARBEOST.

Le Président du Conseil Départemental,

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
- VU le code de la route,
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée, approuvée par arrêté du 7 iuin 1977.
- VU le règlement de voirie départemental des Hautes-Pyrénées adopté le 7 décembre 2018
- VU la demande de l'entreprise DESPAGNET TP en date du 7 août 2024,

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux de déplacement d'ouvrage électrique, sur la route départementale n°126, effectués par l'entreprise DESPAGNET TP, il y a lieu de règlementer la circulation sur cette voie.

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. En raison du déroulement des travaux de déplacement d'ouvrage électrique, la circulation des véhicules sera alternée sur la route départementale n°126, du Point de Repère (PR) 15+835 au PR 15+885, sur le territoire de la commune de ARBEOST.

ARTICLE 2. Ces mesures prennent effet à compter du lundi 12 août 2024 à 08h00, et resteront en vigueur jusqu'au vendredi 16 août 2024 à 18h00.

Les contraintes seront levées en dehors des heures de travaux ainsi que les week-end et jours fériés.

Dans le cas d'impossibilité fortuite (intempéries ou contraintes de chantier), cette date pourra être reportée aux 3 jours ouvrés suivants avec l'accord des Services du Conseil Départemental, Agence départementale des Routes du Pays des Gaves.

ARTICLE 3. L'alternat sera effectué au moyen de panneaux rétroréfléchissants haute intensité B 15 et C 18, précédés d'une signalisation d'approche et complétés par une signalisation de position.

ARTICLE 4. Une interdiction de stationnement et de dépassement, ainsi qu'une limitation de vitesse (50 Km/h) seront mises en place au droit de la section routière réglementée.

ARTICLE 5. La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité du chantier, seront assurées par l'entreprise DESPAGNET TP.

L'Agence départementale des Routes du Pays des Gaves en assurera le contrôle.

Les signaux en place pourront être déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

ARTICLE 6. L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 7. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 9. Le présent arrêté sera affiché dans la commune de ARBEOST et publié sur le site internet du Département.

Tarbes, le 08/08/2024

Pour le Président et par délégation Le Directeur Entretien et Exploitation des Routes

Bernard DUCLOS

Pour attribution:

- M. le Maire de ARBEOST,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
- M. le directeur de l'entreprise DESPAGNET TP,
- M. le Chef de l'Agence des Routes du pays des Gaves.

Pour information:

- Madame Maryse CARRERE, conseillère départementale du canton de la Vallée des Gaves,
- Monsieur Louis ARMARY, conseiller départemental du canton de la Vallée des Gaves,
- Région Occitanie Service Transports.